

Marc HALÉVY

Prospective

VIVRE DEMAIN

MONDIALISATION
ET
RELOCALISATION

Entre Terre et Terroir

Dangles
EDITIONS 

Table des matières

Avant-propos. À propos de monnaies...	7
Prologue. L'ancien contrat social	11

Vers une Terre une...

Chapitre 1	
La fausse mondialisation	19
<i>L'américanisation financière</i>	20
<i>L'américanisation par l'American way of life</i>	24
<i>L'américanisation langagière</i>	28
Chapitre 2	
La vraie mondialisation	32
<i>La mondialisation numérique</i>	33
<i>La mondialisation écologique</i>	39
<i>La mondialisation historique</i>	46

... Et vers mon terroir

Chapitre 3	
Une logique de pénurie	57
<i>Pénurie d'énergie...</i>	58
<i>Pénuries de ressources naturelles en général</i>	63
<i>Pénuries de ressources culturelles</i>	65
<i>Pénurie de temps</i>	73

Chapitre 4	
Une logique de connexion	85
<i>Montée du télétravail</i>	86
<i>Commandes en ligne : une autre logistique</i>	91
<i>Dématérialisation au quotidien</i>	95
Chapitre 5	
Une logique de la qualité de vie	100
<i>Produits locaux et de saison</i>	101
<i>Le prix du silence</i>	106
<i>La haine de la promiscuité</i>	109

La marginalisation des États-Nations

Chapitre 6	
Les arnaques idéologiques en six regards	116
<i>Communisme</i>	119
<i>Socialisme</i>	123
<i>Écologisme</i>	127
<i>Libéralisme</i>	130
<i>Conservatisme</i>	133
<i>Populisme</i>	136
Chapitre 7	
Les arnaques pratiques en dix points	140
<i>Défense</i>	142
<i>Fiscalité</i>	145
<i>Enseignement</i>	148
<i>Environnement</i>	151
<i>Social</i>	154
<i>Santé</i>	158
<i>Recherche</i>	161
<i>Économie</i>	165

<i>Législation</i>	168
<i>Services publics</i>	171

Vers le communalisme

Chapitre 8	
Appartenance sociétale ou communautaire ?	181
<i>La carte d'identité : tout un symbole... dictatorial</i>	183
<i>Des appartenances multiples et fluctuantes</i>	187
<i>L'idée communale ou communaliste</i>	191
Chapitre 9	
Réseau d'entités autonomes	196
<i>Les trois ordres</i>	200
<i>Pourquoi nous n'avons plus le choix</i>	206
<i>Un monde humain organique</i>	209
Épilogue. Le passage du sociétal au communal	217

Avant-propos.

À propos de monnaies...

S'il existe bien un droit régalien, qui fut longtemps le pivot du pouvoir de l'État, ce fut le monopole du droit de battre monnaie.

Depuis l'an 2000, en Europe, ce droit régalien a échappé aux États et la naissance de l'euro a signé la fin d'une histoire, celle des nationalismes monétaires et financiers (et les actuelles conspirations américaines et britanniques pour tenter de déstabiliser cette monnaie européenne afin de « restaurer » l'hégémonie de la finance anglo-saxonne sur l'économie mondiale, n'y changent rien mais, au contraire, le prouvent).

Au moment de remettre ce manuscrit à mon éditeur, ce 27 septembre 2011, *Le Figaro* publie un article intitulé : « Des monnaies locales défient l'euro et le dollar » écrit par Madame Isabelle de Foucaud et que je reproduis ici largement :

« De nombreuses villes et régions d'Europe battent leur propre monnaie pour revitaliser leur économie locale.

« La mondialisation n'a pas bonne presse ces temps-ci. Alors que la crise de la dette a pris le relais de la crise financière de 2008, de nombreuses villes et régions misent sur la relocalisation de l'économie. Elles ont, pour ce faire, décidé de se passer de l'euro en inventant leur propre monnaie. Dernière initiative en date, celle de Filetino, en Italie, qui bat depuis fin août le « Fiorito ».

Cette petite commune de 598 habitants, située dans la province de Frosinone au centre du pays, a déclaré son indépendance afin de protester contre le plan d'austérité du Gouvernement qui prévoit la mise en commun des budgets des petites villes de moins de 1 000 habitants. La nouvelle « Principauté » a émis 20 000 billets à l'effigie de son maire et a déjà fixé un taux de change face à l'euro au cas où elle

mettrait à exécution sa menace de sécession. Le «Fiorito» vaudrait alors 0,50 €.

L'idée d'une monnaie alternative à l'euro ou au dollar n'est pas nouvelle. Dès 2003, Prien-am-Chiemsee, une commune allemande de Bavière, a mis en circulation le «*Chiemgauer*». Les billets de 1,2,5, 10, 20 et 50 *Chiemgauers* ont la même valeur que l'euro et sont utilisables dans un réseau de commerçants et d'entreprises qui ont rejoint le projet. Aujourd'hui, ils sont 617 adhérents. Le phénomène a pris une telle ampleur en Allemagne qu'il existe une soixantaine de monnaies locales.

« Développement «solidaire»

« Ces monnaies alternatives ont également débarqué en France. À l'initiative de l'association Agir pour le vivant, l'Abeille a fait son apparition dans les porte-monnaie des habitants de Villeneuve-sur-Lot, dans le Lot-et-Garonne, en janvier 2010. À Toulouse, le Sol-Violette se veut une «monnaie éthique», dont le but est de promouvoir un «développement économique solidaire». Enfin, l'Ardèche du Sud s'est doté de sa monnaie, la «Luciole», au printemps 2011, afin d'«ouvrir la voie à une économie plus respectueuse de l'être humain et de son environnement».

Des relents «solidaires» que l'on retrouve partout en Europe, à l'heure où la crise de la dette se propage. En Belgique, dans la région du Hainaut, la ville de Mons a ainsi lancé le «Ropi», pour «relocaliser l'économie, préparer l'après-croissance, et remettre le citoyen au cœur des débats et prises de décisions, notamment sur la finance et les questions monétaires». Ces préoccupations dépassent largement les frontières européennes. Aux États-Unis, dans la région du Berkshire (Massachusetts), des associations ont créé, en 2006, un système monétaire parallèle, qui repose sur les *BerkShares*. Aujourd'hui, plus de 400 entreprises acceptent cette monnaie, et plus de 2,7 millions de *BerkShares* sont en circulation, échangeables à 1 dollar contre 0,95 *BerkShares*.

« Circuit fermé

« Face à la popularité de ces monnaies alternatives, l'euro et le dollar ont-ils du souci à se faire ? Dans un rapport publié en 2007, la Deutsche Bundesbank, la Banque centrale allemande, se demandait déjà si celles-ci pourraient concurrencer l'euro.

Selon l'institution, les monnaies locales en circulation en Allemagne pesaient alors l'équivalent de 200 000 euros et leur impact sur l'économie du pays était «négligeable». Aujourd'hui, elles représentent 900 000 euros.

La Banque de France, de son côté, rappelle que le cours légal, tel que défini dans le Code monétaire et financier, est le principe fondamental de tout moyen de paiement. «Les commerçants sont dans l'obligation d'accepter les billets et pièces dotés de ce cours légal.» À l'inverse, la mise en circulation d'une monnaie parallèle n'est pas interdite, mais elle doit se faire dans le cadre d'une entente entre les différents utilisateurs. «Cette monnaie n'est toutefois pas échangeable et circule en circuit fermé», précise l'institution. Malgré l'effet boule de neige, l'euro n'a sans doute rien à craindre de la part de monnaies locales vouées à rester confidentielles. »

Madame de Foucaud ne dit pas qu'il existe, à ce jour, au moins 4 000 monnaies privées dans le monde, celle de la banque suisse WIR étant probablement la plus connue (cf. mon *Économie démonétisée*, Dangles, 2010).

Cet article illustre tellement bien le propos de ce livre que je ne résiste pas au plaisir de le reproduire ici et d'en donner un petit commentaire.

Que lisons-nous ? Que l'euro a permis à la monnaie – donc à l'économie – européenne d'échapper aux petites choses d'États dont les seules préoccupations politiciennes, démagogiques et électorales lui sont extrêmement dommageables. Donc, l'euro consacre l'émergence de monnaies globales « au-delà » des États. Mais, parallèlement – et c'est ce que décrit l'article de Madame de Foucaud –, pour des raisons aussi diverses que variées (autonomie, solidarité, méfiance, régionalisme, etc.), apparaissent des monnaies « locales » bien « en deçà » des États. Ces monnaies « privées » traduisent les besoins propres d'un terroir particulier.

Il ne faut surtout pas voir un quelconque antagonisme entre monnaie globale et monnaies locales, mais bien plutôt une belle complémentarité. Comme l'économie qu'elles symbolisent, les monnaies quittent le niveau national des États et se développent sur les deux niveaux, local et global. Tout le livre qui suit ne dit, au fond, pas autre chose : les

États nationaux n'ont plus de raisons d'être et les peuples se réorganisent sur deux plans : celui global de la « Terre » et celui local du « Terroir ». Ces deux plans, répétons-le, sont complémentaires, puisque toutes les problématiques réelles des gens réels sont soit globales (mondialisation oblige) soit locales (proximité et réactivité obligent).

Les États et leurs préoccupations politiciennes n'ont plus aucun rôle à y jouer, répétons-le aussi.

Je me revendique européen et morvandiau. Pas français ! Ce sera la norme commune (pourvu que l'on remplace morvandiau par breton, ou homosexuel, ou bouddhiste ...) dans moins de deux générations...



Prologue. L'ancien contrat social

Jean-Jacques Rousseau. *Du contrat social ou principes du droit politique*. Publié en 1762, ce livre fameux marque un tournant dans l'histoire occidentale. Dans l'histoire intellectuelle, certes, mais surtout dans l'histoire sociopolitique.

Jean-Jacques en donne lui-même l'enjeu : « Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun, s'unissant à tous, n'obéisse pourtant qu'à lui-même, et reste aussi libre qu'auparavant. Tel est le problème fondamental dont le Contrat social donne la solution. »

Rousseau invente, pour relever son propre défi, tout un arsenal de fictions théoriques : le peuple, le bien commun, la citoyenneté, la souveraineté, la volonté générale, etc.

Et, sans le savoir, il en décrit lui-même non seulement les limites, mais l'utopie foncière en ces termes : « Quel peuple est donc propre à la législation ? Celui qui, se trouvant déjà lié par quelque union d'origine, d'intérêt ou de convention, n'a point encore porté le vrai joug des lois ; celui qui n'a ni coutumes ni superstitions bien enracinées ; celui qui ne craint pas d'être accablé par une invasion subite ; qui, sans entrer dans les querelles de ses voisins, peut résister seul à chacun d'eux, ou s'aider de l'un pour repousser l'autre ; celui dont chaque membre peut être connu de tous et où l'on n'est point forcé de charger un homme d'un plus grand fardeau qu'un homme ne peut porter ; celui qui peut se passer des autres peuples, et dont tout autre peuple peut se passer ; celui qui n'est ni riche ni pauvre, et peut se suffire à lui-même ; enfin celui qui réunit la consistance d'un ancien peuple avec la docilité d'un peuple nouveau. »

Docilité... Ce mot sonne et claque nettement. On le retrouvera...

Que prône donc Jean-Jacques Rousseau avec son mythe – car c'en est un et nous l'épuiserons ici – du « contrat social » ?

Il pose qu'un peuple est un ensemble d'individus ayant tous signé un contrat – fictif – d'association entre eux, afin de permettre que soient prises toutes les bonnes mesures aptes à favoriser le « bien commun ». Ce contrat fonde la légitimité et la souveraineté de tout pouvoir, de toute institution, de toute loi que sa mise en œuvre susciterait ou appellerait.

Ainsi naissent une société, un peuple, une Nation.

Et ces pouvoirs, institutions et lois sont là, et bien là, ô combien. Mais a-t-on jamais réellement recensé les volitions et aspirations réelles de ces individus censés être unis par ce « lien d'association », par ce « bien commun », par cette « volonté générale » ? Demande-t-on à chaque nouveau né ou nouvel adulte s'il consent à renouveler, pour lui, la signature de ce « contrat » fictif qu'on lui impose et qu'il est censé accepter naturellement ? Est-il possible, comme cela serait de bon droit, à quiconque de rompre ce soi-disant « contrat », principe du droit politique, comme on pourra le faire de tout autre contrat devenu insatisfaisant ou caduc ou léonin ?



On le sent bien : à examiner, même superficiellement, le concept même de « contrat social », on flaire la supercherie, la machination, l'arnaque. Quel est donc ce contrat que nul, jamais, n'a négocié ni vu ni signé, ce contrat qu'il n'est possible à personne de résilier, ce contrat qui, somme toute, est contraire à toutes les règles de bon droit ?

Jean-Jacques nous assène ses « évidences naturelles » qui n'ont rien ni d'évident ni de naturel.

Disons-le tout net : il n'y a pas – il n'y aura jamais – ni volonté générale ni bien commun. Il n'y aura jamais quelque plus petit dénominateur commun que ce soit, qui puisse faire unanimité « naturelle » et « évidente » entre les hommes.

Pour le dire tout net, il n'est aucune société humaine qui soit naturelle ou naturellement définissable. L'homme est un animal asocial qui hait, plus que tout, la promiscuité et qui ne supporte « les autres » que dans la stricte limite de ses propres intérêts particuliers.

Tout regroupement humain est un fait artificiel né d'une rencontre temporaire et évolutive de ces intérêts particuliers.

Et, puisqu'il faut poser d'emblée la problématique centrale de ce petit livre, disons-le tout clair : il faut résolument distinguer la notion de société humaine et la notion de communauté humaine.

La société – le peuple, la Nation – est un mythe théorique au service de la réalité des pouvoirs, tous artificiels, tous factices, tous liés à quelque intérêt particulier d'une caste, d'une classe, d'une clique.

La communauté, elle, est une association libre et protéiforme d'individus liés par un projet commun (communauté de passion) ou par l'accès commun à une ressource particulière (communauté de gestion).

La différence essentielle réside en ceci : au contraire de la société, qui se désigne elle-même comme un invariant, comme une réalité indépendante des individus qui la composent, la communauté est une association volontaire et temporaire, qui ne lie que les individus qui y ont librement et sereinement souscrits, et qui ne lie aucunement leurs descendants, conjoints ou proches.

La société est une institution supraindividuelle et obligatoire. La communauté est une association interindividuelle et libre.

La société est unanime et imposée. La communauté est élective et sélective.

La société est diachronique en ce sens qu'elle vise à se perpétuer au-delà des individus. La communauté est synchronique en ce sens qu'elle n'a de sens et de vie que par et pour les individus qui la constituent.



La notion de contrat social de Jean-Jacques Rousseau fut une aubaine en une époque où la légitimité du pouvoir des monarques était remise en cause et où il fallait trouver une autre racine que l'histoire guerrière à la légitimité du pouvoir central. Autrement dit, la loi des plus forts s'étiolait et appelait une autre loi : ce fut celle des plus nombreux. L'idée n'était pas bête et assurée, parce que démagogique, d'un succès certain. Mais le concept en cachait d'autres, bien moins clairs, bien moins « honnêtes », comme on disait à l'époque. Sur quel périmètre allait-on les compter ces « plus nombreux » ? Qui allait les compter ? Au nom de quoi ?

Qui allait formuler les questions posées ? Qui allait interpréter les réponses fournies ? Selon quels critères ?

Le peuple, c'est bien joli, mais la mise en place et la gestion du contrat social, qui était censée en assurer l'identité et la solidarité, n'étaient envisageables qu'au travers d'un petit nombre de représentants. Et là, le serpent commence à se mordre la queue, prouvant ainsi la perfidie de l'artifice : les premiers « représentants » ne pouvaient qu'être autoproclamés¹, au nom de « l'évidence naturelle » que Rousseau avait génialement inventée. Ce que l'on a appelé la « Révolution française », ne fut qu'un putsch parisien de quelques bourgeois jaloux des privilèges de la noblesse. Ils ont pris le pouvoir « au nom du peuple » qui, lui, ne demandait que du pain en cette époque de disette. Le « peuple » ne fut qu'un prétexte. Et, tout simplement, la tyrannie monarchique fut remplacée par une tyrannie jacobine avant de devenir tyrannie impériale, pour ensuite s'imposer en tyrannie républicaine face à une tyrannie révolutionnaire et/ou totalitaire qui bave d'envie du pouvoir.

Changer le nom du tyran ne change rien à la tyrannie.



Le contrat social est une fiction. Il a cependant permis de légitimer la mise en place d'institutions que personne ne demandait, mais qui fournissent généreusement à leurs valets politiques et fonctionnaires des prébendes juteuses en terme de fortune et/ou de pouvoir et/ou de gloire.

Nous voilà plongés dans un retour fulgurant aux fondamentaux : nos vies individuelles sont quotidiennement contraintes par un champ institutionnel, dont l'origine et la légitimité sont purement factices. Et la source de cette fiction est un artifice idéologique² : le contrat social

1. Le marxisme-léninisme l'a très bien compris et incarné en créant le concept aussi grotesque que pernicieux d'avant-garde révolutionnaire. Cette infime minorité endoctrinée, parce que seule consciente des choses, peut et doit prendre le pouvoir au nom du peuple pour son plus grand bien. On sait ce que cela donna.

2. J'écris idéologique et non pas philosophique car, quitte à m'attirer les foudres bien-pensantes, il faut bien dire que, hors Emmanuel Kant, le mouvement des Lumières, avec les Voltaire, Diderot, Montesquieu et autre d'Alembert, ne fut qu'une clique idéologique sans beaucoup de consistance philosophique.

inventé, génialement mais artificiellement, par Jean-Jacques Rousseau.

Mais pourquoi cette longue digression sur le contrat social ? Parce que ce concept artificiel a fondé la notion de Nation qui, jusqu'à aujourd'hui, constitua la « brique élémentaire » du monde géopolitique. Les entités nationales sont encore censées incarner l'identité, la souveraineté, la légalité et la légitimité des « peuples » de la Terre. Mais, on le verra en détail, la réalité géopolitique qui émerge est tout autre. Les États-Nations n'y auront bientôt plus aucun rôle à jouer. Entre mondialisation et relocalisation, les niveaux intermédiaires qui avaient fait le terreau de la Modernité aujourd'hui finissante vont disparaître.

L'humanité est en passe de se réorganiser fondamentalement sous les effets de deux pôles complémentaires : la Terre, prise comme un tout unique et solidaire, et le terroir, pris comme territoire géographique, parfois, mais, le plus souvent, culturel ou passionnel.

Les appartenances fondamentales des personnes ne sont plus les appartenances nationales, et « les gens » ne se reconnaissent plus guère dans les États et les jeux politiques qui les gouvernent. La carte d'identité n'identifie plus rien : elle n'est plus qu'une carte de membre d'un service-club nommé « État », donnant droit à certains avantages que n'ont parfois pas – mais de plus en plus rarement – les autres services-clubs nationaux.

C'est tout l'objet des chapitres qui suivent que de partir à la découverte de cette réorganisation essentielle de l'humanité et des redistributions des pouvoirs, droits et devoirs que cela implique pour chacun d'entre nous.



La mondialisation, mieux que toutes les idéologies universalistes ou que tous les rêves conquérants, a unifié la Terre entière. Tous les peuples sont bien, à présent, dans le même panier : celui de l'économie marchande.

Cependant, le processus n'est pas neuf. Déjà, des tessons de poteries néolithiques extrême-orientales ont été retrouvés dans des sites archéologiques européens. Les échanges lointains sont aussi vieux que l'humanité. Depuis toujours, les hommes et leurs artefacts voyagent au loin. Qu'on se souvienne de Marco Polo, qui demeura si longtemps dans la Chine de Kubilaï Khan avant d'en ramener, vers l'Italie, les pâtes alimentaires, le ver à soie, l'étambot, la poudre à canon, la boussole et toutes ces babioles qui amusaient la Chine et que l'Europe transforma en technologies.

Et qu'on se souvienne, bien sûr, des expéditions de Christophe Colomb, le Juif génois, suivi par Amerigo Vespucci, Fernand de Magellan et tant d'autres qui ramenèrent des Amériques, alors nommées Indes orientales, ces quantités fabuleuses d'or qui financèrent guerres et fastes de la Renaissance.

Qu'on se souvienne enfin de l'ère de la colonisation anglaise et française, surtout, vers les Indes, l'Afrique, l'Indochine, etc., qui entraîna toutes ces contrées dans deux guerres mondiales qui, au fond, ne les concernaient guère.



Comme tout système complexe, l'humanité est travaillée par deux forces contraires, qui sont celle de l'individuation qui tend à distinguer, à séparer, à individualiser, et celle de l'intégration qui tend à unir, à fondre, à globaliser.

La mondialisation – parfois appelée aussi « globalisation », ce qui n'est pas un hasard – ressortit de cette seconde force, bien sûr. Mais ce serait ignorer beaucoup de la logique

complexe que de croire que la mondialisation effective puisse éteindre l'autre tendance qui vise, à son contraire, à spécifier, à personnaliser, à fragmenter. Tout au contraire, elle l'excite.

C'est, au fond, tout l'objet de ce livre que de montrer que la force d'intégration ayant fait son œuvre de mondialisation, la force adverse est, elle aussi, à l'œuvre sous nos yeux.

Si la Terre s'unifie, les Terroirs s'affirment.

Jeu dialectique inéluctable. Plus l'intégration est profonde, plus l'individuation doit s'afficher afin que le tout ne sombre pas dans cette soupe entropique d'uniformité qu'aurait été « la fin de l'histoire » prêchée, un peu vite, par Francis Fukuyama.

La physique des systèmes complexes (voir mon *Un Univers complexe*, Oxus, 2011) le montre clairement : la vie est dialectique et ne peut se développer qu'entre deux pôles contraires (que la vieille culture chinoise connaît, depuis si longtemps, sous les noms de yin et yang).

Comme tout système complexe, le processus « humanité » se développe selon trois axes, politique (démographie, territoires, ressources), économique (activités, prospérité, richesse, travail) et noétique (connaissances, modèles, paradigmes, valeurs). Chacun de ces trois axes est objet de pouvoirs qui s'affrontent, s'allient, se hiérarchisent avant de se combattre à nouveau. Et sur chacun de ces trois axes, les deux forces d'intégration et d'individuation sont à l'œuvre. Mais n'anticipons pas trop...



Chapitre 1

La fausse mondialisation

La mondialisation a pour effet de rendre toutes les parties de la Terre, ainsi que les peuples qui les habitent, liées les unes aux autres, pour le meilleur et pour le pire. Mais il faut y prendre garde : la mondialisation est un phénomène aussi complexe que multiple : plusieurs processus d'intégration sont à l'œuvre et il s'agit de ne pas les confondre.

Pour schématiser, je n'en pointerai que deux, que j'ai appelés, ici, la fausse mondialisation et la vraie mondialisation.

Ce qui les distingue : l'une est artificielle, l'autre est naturelle.

La fausse mondialisation est artificielle parce qu'elle est imposée – plus ou moins violemment, plus ou moins insidieusement – par un seul peuple qui prétend, à travers elle, s'assurer l'hégémonie sur le monde. Cette Nation aux prétentions hégémoniques, ce sont évidemment les États-Unis d'Amérique ; la fausse mondialisation se confond, dès lors, avec une américanisation de fait. Elle n'est nullement naturelle, car il n'y a que les Américains pour croire ou faire croire que l'*American dream* ne devient pas très vite un *American nightmare*...

L'Occident a toujours cru, très fermement, en sa supériorité et en son droit naturel à la suprématie sur le monde. Le parangon de cet orgueil occidental, aujourd'hui encore mais plus pour très longtemps, ce sont les USA. Ils se sentent encore, après d'autres, investis d'une « mission civilisatrice » incarnée dans l'*American way of life* et empreinte d'une phraséologie assez hypocrite où l'on trouve, pêle-mêle, *freedom, democracy, In God we trust, etc.*

La charte des droits de l'homme, imposée par l'ONU à tous les peuples de la Terre au grand mépris de leurs valeurs à eux, ressortit de cette logique hégémonique.

La fausse mondialisation est fautive parce qu'elle n'est, en somme, l'effet que de la volonté unilatérale d'une partie de subjuguer le tout, alors que la vraie mondialisation est un processus multilatéral de convergence progressive autour de

problématiques globales qui demandent des réponses et des solutions globales.

Nous examinerons, dans la suite, ces deux faces du phénomène de la mondialisation.

Dans le présent chapitre, nous nous focaliserons sur la fausse mondialisation, c'est-à-dire sur l'américanisation du monde au travers du culte de l'argent déguisé en dollar, de l'obsession du *make money* et de la propagande hollywoodienne qui les accompagne.

L'américanisation financière

La vraie histoire d'une fausse monnaie : le dollar...

Bretton Wood, USA, 1944 : les alliés savent que, depuis la défaite de Stalingrad, le régime hitlérien a perdu sa guerre – le débarquement de Normandie n'en sera que le coup de grâce. L'ennemi, maintenant, parce qu'à sa grande surprise Truman l'a gratifié d'une puissance qu'il n'a pas, c'est Staline, c'est l'URSS. Et le danger est que, partout en Europe – sauf en Angleterre qui eut mieux à faire durant quatre années d'opposition au harcèlement allemand et en Espagne où Franco a réussi à éradiquer le communisme – partout, donc, les communistes à la botte du stalinisme phagocytent les mouvements de résistance (dont ils étaient singulièrement absents jusqu'à fort tard). Le danger, par suite, c'est que la reconstruction européenne s'enlise et que des mouvements sociaux de grande ampleur, largement pilotés par les communistes, ne livrent l'Europe à l'URSS. Il faut donc financer la reconstruction européenne – Allemagne en tête, où les mouvements révolutionnaires étaient très puissants et implantés avant-guerre – et la mener tambour battant. Ce fut le plan Marshall. Pour le financer, il fallait beaucoup d'argent. Pour ce faire, à Bretton Wood, les USA proposent aux alliés d'émettre des dollars en grande quantité, arguant que la masse de dollars alors en circulation était largement inférieure aux réserves d'or que la célèbre « ruée » avait entassées dans les coffres de Fort Knox. Accord est donné aux USA pour des droits de tirages spéciaux, mais à deux conditions : ces droits sont limités dans le temps à la durée du projet de reconstruction européenne ; ils ne peuvent excéder la masse d'or en réserve et la convertibilité du dollar en or est garantie. Tope-la !

Les choses se passent tout autrement...

Le plan Marshall atteint son but dès les années cinquante : la reconstruction européenne fut une réussite et les États-Unis récupèrent rapidement et capital et intérêt. Mais la planche à billets continua de tourner à plein pour financer le développement industriel et technologique des USA sous Eisenhower, puis la course à l'espace sous Kennedy, puis la guerre du Vietnam sous Nixon. Celui-ci fait ses comptes : il y a belle lurette que le volume des dollars émis a triplé la masse d'or censée les couvrir. Qu'à cela ne tienne, Nixon décide, unilatéralement, dès 1971, de rompre le pacte de Bretton Wood et d'abroger la convertibilité du dollar en or. Le dollar devient flottant pour s'empêcher de couler à pic. Et personne n'y trouve rien à redire, puisque tout le monde semble profiter à plein du développement américain et que les « Trente Glorieuses » semblent éternelles, tant la promesse des gains de demain couvre si largement les dettes d'aujourd'hui. La fuite en avant a commencé. Le cercle vicieux s'est mis en place : les investissements d'aujourd'hui promettent la croissance de demain pour rembourser les dettes d'hier. En finances, cela s'appelle faire de la « cavalerie ».

Cette logique pernicieuse n'a jamais cessé aux USA. Reagan put ainsi financer sa « guerre des étoiles » (ce qui fit exploser en vol l'URSS). Bush put financer ses guerres du Koweït, d'Afghanistan et d'Irak (dont le seul véritable enjeu était l'éviction de Saddam Hussein, qui avait l'outrecuidance de rompre les accords et de vendre son pétrole dans d'autres monnaies que le dollar avec, pour conséquence, d'affaiblir le pétrodollar, composante essentielle de la stabilité du dollar américain). Et Obama continue...

Depuis cinquante ans, le dollar, monnaie internationale de référence, est de la fausse monnaie. Et chaque jour qui passe aggrave son cas. La Chine, longtemps, permit que cette machine infernale continuât de fonctionner puisqu'elle achetait en masse les bons du trésor américain, devenant ainsi le plus grand prêteur de fonds aux USA. Mais la Chine non plus ne croit plus aux mirages de la boucle vicieuse endettement-investissement-croissance. Il n'y aura plus jamais de croissance économique. L'arbre ne pousse pas jusqu'au ciel. Arrive un moment où sa croissance cesse et où d'autres modalités de